

L'incroyable égoïsme des pays riches (fin)

Le monde a les moyens de relever le défi

Arracher les 29 pays les plus pauvres du monde à la « *pauvreté absolue* », raffermir et mieux répartir la croissance dans les pays en voie de développement, sortir les pays industrialisés de leur égoïsme et leur rendre le sens des responsabilités, tels sont les trois paris que la Banque Mondiale voudrait voir les nations gagner avant l'an 2000. Pour son Président, *le monde d'aujourd'hui a les moyens économiques et techniques de relever les trois défis de la pauvreté, de l'inégalité et de l'égoïsme dans le monde. Il lui manque seulement la volonté politique.* C'est pourquoi il lui propose un « *accord fondamental* » à réaliser entre toutes les parties intéressées concernant « *la nature et l'ampleur du problème, les mesures à prendre, le partage des responsabilités dans la réalisation du programme d'action, le coût et les avantages de ce programme pour chacun* ». La problématique proposée n'est plus celle trop étroite de la seule aide financière, mais celle beaucoup plus large de la complémentarité entre l'effort interne consenti par les pays en voie de développement et l'effort externe demandé aux pays industrialisés.

Aux pays de la « *pauvreté absolue* » il est recommandé de réorienter leur politique de développement en faveur de l'agriculture vivrière. Ils ont, au cours de la décennie 1965-1975, fait un effort considérable trop peu connu, puisqu'ils ont financé eux-mêmes, sur leurs maigres ressources intérieures 90 % de leur investissement total (28 milliards de dollars). Mais la part de l'agriculture n'a représenté que 18 % du total, soit 5 milliards de dollars et 3 % seulement de leur PNB, ce qui est nettement insuffisant pour subvenir à l'alimentation de leur population. De même, estime la Banque, la politique démographique (100 milliards de dollars) et les services publics ont été trop négligés.

L'orientation des investissements ailleurs que vers l'agriculture montre que les dirigeants de ces pays ne se préoccupent pas au premier chef de la masse la plus démunie et la plus sous-alimentée de leur population. *Un renversement dans les priorités du développement doit donc être rapidement réalisé. Le nouvel objectif interne doit être de « parvenir à satisfaire les besoins humains les plus élémentaires de l'ensemble de la population d'ici la fin du siècle »* et pour cela, trois

actions paraissent, à la Banque Mondiale, devoir être menées de front dans ces pays en faveur de l'alimentation, de la démographie et de l'affectation aux plus pauvres des services sociaux.

Ajoutons pour notre part qu'avec un nombre de plus en plus élevé d'agronomes, nous pensons qu'il faut abandonner dans ces pays « *une conception industrialiste — dite moderne — de l'agriculture* » (4) trop coûteuse, technologiquement mal adaptée aux mentalités paysannes et à l'environnement, au profit d'une agriculture qui mobilise véritablement les hommes à partir d'une amélioration progressive des technologies qui leur sont familières. C'est la grande leçon que donne la Chine au Tiers Monde. Il ne s'agit pas de reproduire « *le modèle chinois* » mais de s'inspirer d'une expérience qui a su mobiliser les hommes en utilisant comme un facteur favorable leur situation démographique et leurs connaissances pratiques. Le problème démographique lorsqu'il existe, ne peut avoir de solution en dehors de ces perspectives dynamiques car c'est l'amélioration de l'alimentation et du niveau de vie qui favorise la maîtrise et la stabilisation

de la démographie et non l'inverse. La maîtrise de la natalité passe par celle de l'alimentation.

Avec ces agronomes, nous pensons qu'« *il est urgent d'inventer de nouveaux types de développement* » (4) fondés sur la participation active des paysans à partir de ce qu'ils sont et de ce qu'ils savent faire, orientés à la satisfaction de leurs besoins les plus lancinants.

Dans les pays « *à revenu intermédiaire* » bénéficiaires d'une forte croissance économique entre 1965 et 1975 le problème clef qui conditionne l'avenir est celui d'une plus juste répartition des fruits de la croissance.

L'opinion publique doit se mobiliser

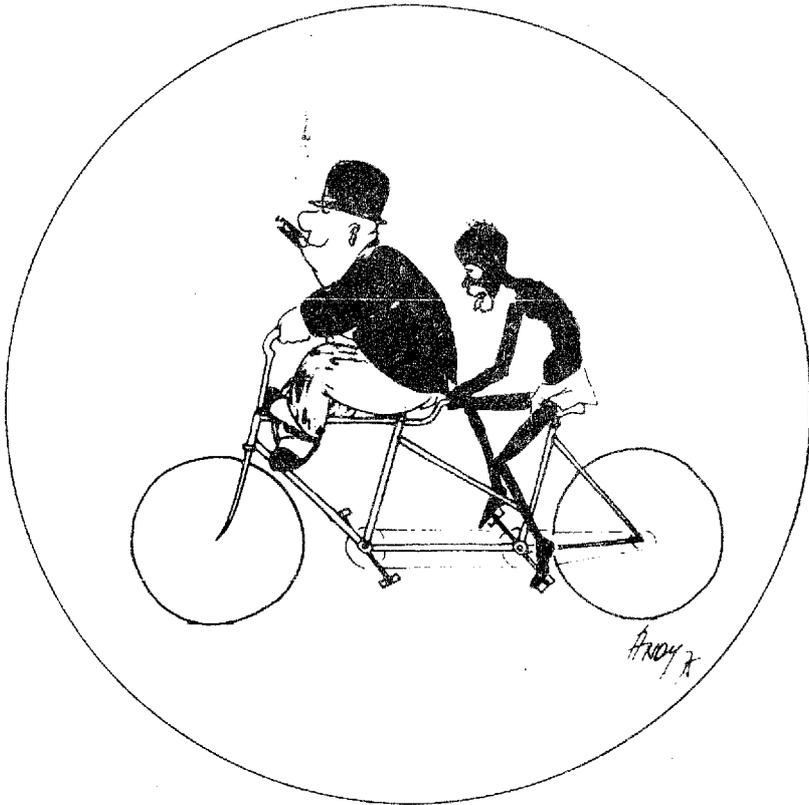
Les exclus du développement, 170 millions de personnes au moins, doivent y avoir accès d'ici l'an 2000. Dans une moindre mesure semble-t-il, ce problème se pose aussi dans les 29 pays les plus pauvres. Ceci suppose « *la mise en place d'un cadre organique et politique garantissant un partage plus équitable de l'accroissement du revenu entre les différentes couches de la société* » (2). Simultanément, une mobilisation plus intensive des ressources intérieures vers l'investissement (20 % de leur PIB actuellement) et notamment vers l'agriculture, une gestion plus efficace de l'aide extérieure (2 % seulement de leur PIB), un effort soutenu d'exportation afin de diminuer le déficit de leurs échanges extérieurs (13,7

L'EGOÏSME EN CHIFFRES

Aide publique au Développement en % du PNB

Pays	1965	1975	Perspectives 1980 (1)
<i>A) Pays ayant augmenté le % de leur aide au développement</i>			
Australie	0,54 %	0,61 %	0,58 % (-)
Autriche	0,11	0,17	0,18
Canada	0,19	0,57	0,70
Danemark	0,13	0,58	0,70
Finlande	0,02	0,18	0,29
Norvège	0,16	0,66	0,97
Nouvelle-Zélande	0,23 (1970)	0,52	0,47 (-)
Pays-Bas	0,36	0,75	0,88
Suède	0,19	0,82	1 %
Suisse	0,09	0,19	0,14 (-)
<i>B) Pays ayant maintenu le % de leur aide publique au développement</i>			
Allemagne	0,40 %	0,40 %	0,26 % (-)
Belgique	0,60	0,59	0,68
Italie	0,10	0,11	0,12
<i>C) Pays ayant diminué le % de leur aide publique au développement</i>			
USA	0,49 %	0,27 %	0,21 % (-)
France	0,76	0,62	0,62
Japon	0,27	0,24	0,20 (-)
Angleterre	0,47	0,38	0,41
Total général	0,44	0,36	0,33

(1) Prévisions des gouvernements.



milliards de dollars en 1973; 28,2 en 1975; 31 en 1980) doivent compléter l'action prioritaire en faveur d'une meilleure répartition des revenus de la croissance.

Le rapport du Président de la Banque Mondiale ne précise pas davantage ce que pourraient être concrètement les mesures susceptibles de diminuer les inégalités. En fait, il s'agit d'un problème plus politique qu'économique. Les privilégiés, c'est-à-dire les nouvelles classes dirigeantes (5) auront-ils assez de lucidité et de courage politique pour remettre en cause leurs privilèges ou attendront-ils que la colère des masses « frustrées des fruits de la croissance » les y oblige? Si l'aveuglement ou la lâcheté les conduisent à maintenir la situation telle qu'elle est, rares seront ceux qui échapperont d'ici l'an 2000 aux remous violents qui se préparent. Les dirigeants occidentaux qui les auront encouragés dans cette voie par indifférence ou calcul politique, risqueront fort de payer, eux aussi, très cher leur erreur de jugement.

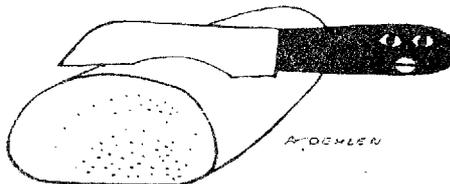
A ces derniers, le Président de la Banque Mondiale lance un avertissement sans équivoque: la tendance actuelle des gouvernements des pays industrialisés à se décharger de leur devoir de solidarité envers le Tiers Monde en limitant la part de l'aide publique au développement au profit des prêts à court terme accordés par des banques commerciales privées, notamment dans les pays à « revenu intermédiaire » (6), compromet à moyen terme le développement. En effet, ces prêts sont trop coûteux et leurs échéan-

ces trop rapprochées. Leur remboursement s'élevait à 6 milliards de dollars en 1975, il sera de 22 milliards en 1980 (chiffre supérieur aux entrées de capitaux privés dans ces pays en 1975: 20 milliards de dollars).

Pour appuyer l'action menée aussi bien par les pays les plus pauvres du monde, que par les pays en développement dans les 25 prochaines années, pour vaincre la pauvreté absolue, le Président de la Banque Mondiale estime qu'il faut renverser cette tendance en accroissant fortement l'apport de capitaux publics et en ouvrant plus largement les marchés aux produits manufacturés du Tiers Monde. (7).

Si la tendance actuelle à la réduction de l'aide publique se vérifie, les prêts publics des 17 pays du CAD ne dépasseront pas 0,33 % de leur PNB en 1980. Cela représentera moins de 10 % de l'effort d'épargne interne du Tiers Monde, mais cela suffira à bloquer le développement des pays non producteurs de pétrole.

L'effort de prêts publics qui est demandé aux pays industrialisés reste d'ici 1980 celui qui avait été fixé en 1970 par



les Nations Unies: 0,70 % de leur PNB, soit 0,70 F pour 100 F de richesse annuellement produite (8).

Mais la répartition de l'aide publique devra être modifiée. Il faudra augmenter la part affectée aux 29 pays les plus pauvres. Si elle passe de 0,20 % à 0,35 % du PNB des pays riches, le gain sera, pour les 29 pays, de 1,5 milliard de dollars par an. En second lieu, les programmes de développement rural devront être privilégiés par rapport à tous les autres investissements.

Pour sa part, la Banque Mondiale va accroître entre 1974 et 1978 de 40 % la part d'aide qui va à l'agriculture et qui sera versée directement aux petits agriculteurs. En 1975 et 1976, 5,2 millions de familles d'agriculteurs en bénéficieront, soit environ 30 millions de personnes. En 1978, la Banque espère avoir relevé de 200 à 300 % le revenu de 100 millions d'habitants dans les pays les plus pauvres. Pour cette année 1976, les actions menées devraient augmenter de 5 millions de tonnes la production de riz, ce qui couvrirait les besoins alimentaires de 25 millions de personnes.

Voici donc à quoi servirait l'augmentation des prêts publics que nos gouvernements pourraient consentir au Tiers Monde, s'ils parvenaient à surmonter leur égoïsme. Pour que les gouvernements le veuillent, il faut d'abord que l'opinion publique le veuille et le demande. Mais en 1976 sommes-nous encore capables de nous intéresser à autre chose qu'à notre propre bien être?

G. BLARDONE ■

(2) Discours prononcé devant le Conseil des Gouverneurs par R. Mac NAMARA Président du Groupe de la Banque Mondiale - Manille - Philippines - 4 octobre 1976. Diffusion BIRD: 66 avenue d'Iéna 75116 Paris.

(4) Cf. Fr. de RAVIGNAN: « Où va l'agriculture africaine ? » Croissance des Jeunes Nations N° 161-162 - Juillet-Août 1975.

(5) G. BLARDONE: Progrès économiques dans le Tiers Monde - Tome I page 97 à 131 Ed. Librairie Sociale et Economique, 5 rue Soufflot Paris 5ème.

(6) Pour 1975, les apports nets de capitaux privés aux pays à revenu intermédiaire ont été estimés à près de 20 milliards de dollars, soit près de deux fois et demie le volume estimé de 1973 (8,5 milliards de dollars) et plus du double des prêts publics de 1975 (1) p. 20.

(7) L'élimination progressive des barrières douanières permettrait au Tiers Monde d'ajouter, dès 1985, 33 milliards de dollars par an (dollars 1975) à leurs recettes d'exportation dont 4 milliards pour les 29 pays les plus pauvres et 29 milliards pour les autres (1 page 24). Rappelons qu'en 1975, l'aide publique totale s'est élevée à 13,6 milliards de dollars et qu'elle devrait être de 15,9 en 1980.

(8) Si les pays qui aujourd'hui prêtent moins de 0,70 % de leur PNB au Tiers Monde, acceptaient d'accroître leurs prêts publics d'un montant égal à 2 ou 3 % de l'augmentation annuelle de leur revenu par habitant, le montant total des aides publiques en 1980 serait suffisant pour faire face aux tâches du développement. Pour un accroissement annuel moyen de revenu par habitant égal à celui de la décennie 1965-1975, soit 130 dollars, cela représenterait 2,6 à 3,9 dollars par habitant et par an pour ces pays.